

**ASSOCIATION INTERNATIONALE
DES SCIENCES JURIDIQUES**

INTERNATIONAL ASSOCIATION OF LEGAL SCIENCE

**Vingt troisième édition
Twenty Third Edition
2015**

**Publié par l'Association Internationale
des Sciences Juridiques**

**Published by the International Association
of Legal Science**

2015

L'Association Internationale des Sciences Juridiques (A.I.S.J) a été constituée en juillet 1950, pour promouvoir le développement des sciences juridiques à travers le monde, en utilisant notamment la méthode comparative.

De juillet 1950 à mars 1955, l'Association a porté le titre de Comité International de Droit Comparé (C.I.D.C.). En conséquence, les documents publiés par l'Association ou sous son patronage antérieurement à mars 1955 ont paru avec la mention "Comité international de droit comparé". Depuis 1955, c'est le Comité de Direction de l'Association qui est dénommé Comité International de Droit Comparé.

L'Association fonctionne sous les auspices de l'UNESCO et du Conseil International des Sciences Sociales, dont elle est un des membres fondateurs.

The International Association of Legal Science (I.A.L.S.) was established in July 1950, with a view to promoting the development of legal science throughout the world, by using in particular the comparative method.

From July 1950 to March 1955, the Association was known by the name of International Committee of Comparative Law (I.C.C.L.). Consequently, the documents published by the Association or under its auspices prior to March 1955 appeared under that name. Since 1955, the International Committee of Comparative Law acts as the Executive Committee of the Association.

The Association operates under the auspices of UNESCO and of the International Social Science Council, of which it is a founding member.

A.I.S.J. c/o C.I.S.S.
UNESCO - 1, rue Miollis
75015 Paris

Tél (33) 01 45 68 48 60

Fax (33) 01 45 66 76 03

PREFACE

à la Vingt troisième édition

Cette nouvelle édition du livret de l'Association Internationale des Sciences Juridiques, la vingt troisième du genre, reflète l'évolution de l'Association depuis la dernière édition de 2011, et notamment la composition du Bureau du Comité International de Droit Comparé élu en 2012.

Les chapitres exposant les principales activités de l'Association ont été dûment mis à jour.

Les changements intervenus à la direction des Comités nationaux sont reflétés pour autant qu'ils ont été notifiés au Secrétariat de l'Association.

Conformément à la tradition bilingue de l'Association, les différentes parties du livret sont rédigées tantôt en anglais tantôt en français, alors que les Statuts et le Règlement intérieur, ainsi que certains chapitres importants, paraissent dans les deux langues.

Espérons que les années à venir verront une activité accrue et toujours plus fructueuse de notre Association.

Paris Janvier 2015
Meir Manfred Leker
Secrétaire général

PREFACE

to the Twenty Third Edition

The present edition of the booklet of the International Association of Legal Science, the twenty-third, reflects the evolution of the Association since the last edition of 2011 and, in particular, the composition of the International Committee of Comparative Law elected in 2012.

The chapters showing the principal activities of the Association have been duly updated.

Changes that have occurred in the composition of national committees are reflected insofar as they have been notified to the Secretariat of the Association.

In accordance with the Association's bilingual tradition, the different parts of the booklet are either in English or in French. The Statutes and By-Laws, as well as some important chapters, appear in both languages.

Let us hope that the years to come will see an increased and ever more fruitful activity of the Association.

Paris, January 2015
Meir Manfred Leker
Secretary-General

**L'ASSOCIATION
INTERNATIONALE DES
SCIENCES JURIDIQUES
A L'AUBE D'UN NOUVEAU
MILLENAIRE**

par
Xavier BLANC-JOUVAN

Le cinquantenaire de l' AISJ, en l'an 2000, a coïncidé avec l'entrée dans un nouveau millénaire et jamais le mouvement vers la mondialisation n'a paru aussi fort ni aussi irréversible. Jamais les juristes de tous pays, qui jouent un rôle crucial dans l'évolution de nos sociétés, n'ont autant ressenti le besoin d'unir leurs efforts et de coordonner leur action pour oeuvrer dans le sens d'un monde plus pacifique, plus démocratique et plus prospère. Peut-être n'est-il pas inutile de faire aujourd'hui le point sur la place que notre Association peut tenir dans cette démarche et, pour cela, de rappeler les raisons de sa création comme son mode de fonctionnement, avant de tenter ensuite un rapide bilan de son activité passée et d'esquisser pour elle quelques perspectives d'avenir.

1 - L' AISJ a vu le jour dans des conditions qui l'ont distinguée, dès le départ, des autres sociétés savantes. Son origine est liée à celle de l'UNESCO, elle-même fondée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans le climat très particulier de l'époque, alors qu'une longue série d'épreuves avait fait naître, partout dans le monde, une soif immense de paix et de coopération, d'entente entre les hommes et de rapprochement entre les peuples. Beaucoup nourrissaient

**THE INTERNATIONAL
ASSOCIATION OF LEGAL
SCIENCE AT THE DAWN OF
A NEW MILLENNIUM**

by
Xavier BLANC-JOUVAN

The fifty-year Jubilee of the IALS, which we celebrated in the year 2000, coincided with the opening of a new millennium, at a time when the movement towards globalisation appeared as powerful and irreversible as never before. Never before had the jurists of all countries, who play a crucial part in the evolution of our societies, felt so strongly the need for a unified effort to coordinate their action in favour of a more peaceful, more democratic and more prosperous world. It may be of some interest today to take stock of the role that our Association may play in that undertaking and, for that purpose, to recall the causes of its creation and its manner of functioning, before attempting a rapid account of its past activity and outlining some of its future perspectives.

1. The IALS was born under circumstances that distinguish it, from its inception, from other scientific societies. Its origins are linked to those of UNESCO, which was founded just after the Second World War, in the particular climate of that period, at a time when a long line of dramatic events had engendered, everywhere in the world, an immense desire for peace and cooperation, for understanding among men and rapprochement between nations. Many of us

l'espoir que le développement de l'éducation comme des échanges scientifiques et culturels pourrait contribuer à l'édification d'une nouvelle société internationale. C'est cette ambition qui conduisit, dès 1946, à la création de l'UNESCO.

Mais celle-ci comprit très vite qu'elle ne pourrait elle-même remplir sa mission qu'en s'adjoignant le concours d'experts choisis dans les principaux domaines où elle souhaitait intervenir : et c'est ainsi qu'elle suscita la mise en place d'un certain nombre d'institutions spécialisées, destinées à opérer sous ses auspices, mais de façon parfaitement indépendante, à titre d'organisations non gouvernementales.

Parmi les disciplines considérées, il n'est pas étonnant que le droit se soit vu reconnaître une place privilégiée en raison du rôle qu'il est amené à jouer dans l'élimination des tensions et la prévention des conflits. Aussi bien un comité international de juristes, dit « Comité international de droit comparé », fut-il mis sur pied en juillet 1950 : et c'est ce comité qui prit, cinq ans plus tard, le nom d'« Association internationale des sciences juridiques ». On comprend, dès lors, ce trait spécifique de notre Association, qui est mentionné de façon expresse dans l'article 3 de ses statuts, suivant lequel l'AIJSJ « a pour ultime objet de favoriser la connaissance et la compréhension mutuelles des nations ».

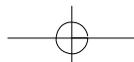
Mais le même article nous dit aussi qu'elle encourage le développement des sciences

nourished the hope that the development of education as well as scientific and cultural exchanges would contribute to the building of a new international society. It was that very ambition that brought about the creation of UNESCO in 1946.

That Organisation realised very soon that it would not be able to fulfil its mission otherwise than by calling upon experts to be chosen in the principal fields in which it intended to act. That is how a certain number of institutions were set up, to work under its auspices, but in an entirely independent manner, as non-governmental organisations.

It is hardly surprising that, amongst the chosen disciplines, the law was given a privileged position by virtue of the role it is called upon to play in the elimination of tensions and the prevention of conflicts. An international committee of jurists was thus created in July 1950; and it is that committee which, five years later, became the International Association of Legal Science. It is therefore easy to understand the specific vocation of our Association, expressly enshrined in its Statutes, and particularly in Article 3 which declares that the IALS "has as its ultimate object to aid the mutual knowledge and understanding of nations"

The same Article also provides that the Association "fosters the development of legal science



juridiques dans le monde par l'étude des droits étrangers et l'emploi de la méthode comparative ». Et c'est ici que l'on rejoint une tradition bien connue des juristes et qui est celle du « droit comparé ». Il n'est pas besoin d'évoquer ici les origines de cette science non plus que d'en justifier l'existence, tant elle est devenue une évidence au fur et à mesure que se sont multipliés les contacts et les échanges internationaux. Rappelons seulement, d'une manière un peu schématique, que le droit comparé est apparu, au moins sous sa forme moderne, dès la seconde moitié du XIX^{ème} siècle et qu'il a alors donné naissance, dans nombre de pays, à toute une série d'institutions et de publications destinées à encourager ou propager son étude. C'est l'époque où l'on cherchait à la fois à permettre une meilleure application du droit étranger sur le sol national, à améliorer le droit local par des emprunts à des systèmes venus d'ailleurs et à jeter les bases d'une sorte de « droit commun législatif » au plan mondial, suivant la formule d'Edouard Lambert. Puis le droit comparé a franchi un nouveau pas au tournant du siècle, en bénéficiant d'une véritable reconnaissance internationale, notamment avec l'organisation du grand Congrès tenu à Paris en 1900, sous les auspices de la Société de législation comparée, et avec la création de l'Académie internationale de droit comparé en 1924. L'AIJS s'est donc située, dès sa naissance, dans cette lignée, même si certains des vieux rêves nés à la « Belle Epoque », en particulier celui de l'élaboration d'un droit mondial, avaient, alors, commencé à s'estomper.

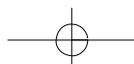
throughout the world through the study of foreign laws and the use of the comparative method". And it is at that point that our preoccupations coincide with a tradition, which is well established in the world of jurists, namely the tradition of comparative law. It is hardly necessary to recall the origins of that science any more than it is necessary to justify its existence: we all know that it has become a growing need as international contacts and exchanges have multiplied. Let us only recall, in a somewhat schematic manner, that comparative law has emerged, at least in its modern form, during the second half of the nineteenth century, and that it gave rise at that time to a certain number of national institutions and publications which were meant to encourage and to promote its study. That was the period when better ways were being sought for application of foreign law, and for improving local jurisprudence by borrowing from the systems of other countries, laying the foundations of a kind of "droit commun législatif", to quote the formula used by Edouard Lambert. Comparative law advanced further at the beginning of the twentieth century, taking advantage of a truly international recognition, in particular by organising the great Paris Congress of 1900, under the auspices of the French Société de Législation Comparée, followed by the foundation of the International Academy of Comparative Law in 1924. The IALS was thus a part of this tradition, even though some of the old dreams born during the "Belle Epoque", in particular the dream of a common world-wide legal system, had already begun to pale.

2 - Mais, pour assurer cette promotion du droit comparé, l'Association n'a jamais entendu se substituer aux institutions qui existaient déjà dans beaucoup de pays au plan national. Au contraire même, elle a cherché à les regrouper et à favoriser l'établissement de liens entre elles. C'est ce souci qu'expriment, sans ambiguïté, les articles 4, 5 et 6 de ses statuts, suivant lesquels « l'Association encourage en tous pays le développement des institutions vouées à l'étude des droits étrangers et suscite leur création dans les pays où il n'en existe pas » et « elle remplit principalement sa tâche en utilisant les institutions existantes ; elle s'efforce de coordonner leurs activités et de leur donner des facilités nouvelles » (Art. 6) Elle est, au plein sens du terme, une « organisation d'organisations ».

Cette caractéristique suffit à expliquer sa structure originale et son mode de fonctionnement. Dotée d'un siège à Paris, dans les locaux de l'UNESCO, elle a été conçue dès le départ comme ne devant pas avoir d'adhérents individuels. Ses membres sont, au premier chef, des comités nationaux, aujourd'hui au nombre d'une trentaine, dont la dénomination et l'organisation interne varient naturellement avec chaque pays, mais dont les droits et les obligations à l'égard de l'Association sont identiques : ils composent un Conseil et élisent, tous les trois ans, un Comité exécutif composé de neuf membres, qui, à son tour, désigne en son sein un Président et deux Vice-Présidents pour un mandat de trois ans, en même temps qu'il nomme, pour cinq ans, un

2 - But, in order to safeguard that promotion of comparative law, the IALS never intended to substitute itself for national institutions already existing in many countries, but merely to rally them and to encourage the establishment of links between them. This is unambiguously expressed in Articles 4, 5 and 6 of the Statutes, providing that "the Association encourages in every country the development of institutions devoted to the study of comparative law, and stimulates their creation in countries where they do not exist" (Art. 5) and that it "fulfils its task mainly by making use of existing institutions; it strives to co-ordinate their activities and afford them new facilities" (Art. 6). The Association is thus, in the fullest meaning of that term, an "organisation of organisations".

That description explains the Association's original structure and its mode of operation. Having its headquarters in Paris, in the premises of UNESCO Headquarters, it was conceived from the outset so as not to have individual adherents. Its members are, in the first place, national committees, numbering some thirty today, whose denomination and internal organisation vary naturally from country to country, but whose rights and duties towards the Association are equal: they form a Council which elects, every three years, an Executive Committee composed of nine members who, in turn, elect a President and two Vice-Presidents for a term of three years, and appoint, for a term of five years, a Secretary-General and a Director of Scientific



Secrétaire général et un Directeur des travaux scientifiques. Mais les statuts disposent aussi que la qualité de membre associé peut être accordée à des associations à vocation internationale spécialisées dans une branche particulière du droit et dont la demande est agréée par le Comité exécutif : il y en a actuellement onze, notamment en droit pénal, droit du travail, droit de la famille, droit européen, anthropologie, documentation juridique et bibliothèques, etc.

Rappelons enfin que l' AISJ continue à entretenir des rapports spécifiques avec l' UNESCO, sous les auspices de laquelle elle reste placée. Elle est l' un des membres fondateurs du Conseil international des sciences sociales qui, à l' intérieur de l' Organisation, regroupe les associations travaillant dans des domaines voisins du sien (économie, sociologie, science politique ou administrative) pour permettre, là encore, une meilleure coordination des efforts.

3 - S' il apparaît ainsi que l' AISJ doit agir essentiellement par l' intermédiaire des comités nationaux qui la composent, ses statuts ne l' en autorisent pas moins à exercer des activités propres. Non seulement l' article 6 prévoit qu' « elle peut prendre l' initiative de certains travaux », mais l' article 4 déclare, d' une manière plus générale, qu' elle « apporte son aide aux échanges internationaux sous toutes leurs formes, et facilite par des méthodes de coopération internationale les rencontres entre juristes et l' accès aux sources, publications et documents juridiques ». En fait, un

Studies. The Statutes further provide that the quality of "associate member" may be bestowed on associations having an international vocation but specializing in a particular branch of law: there are eleven such associations at the present time, particularly in the fields of criminal law, labour law, family law, European law, anthropology, legal documentation and libraries, etc.

The IALS continues to entertain specific links with UNESCO under whose auspices it operates. It is a founding member of the International Social Science Council which, inside the Organisation, groups the associations working in related fields (economics, sociology, political and administrative science) for a better co-ordination of their efforts.

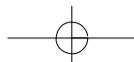
3 - Although the IALS acts essentially through its national member committees, its Statutes also empower it to exercise independent activities. Not only does Article 6 of the Statutes provide that "it may undertake certain works on its own initiative", but Article 4 declares, as a general rule, that it "lends its aid to international exchanges, in every form, and facilitates by methods of international cooperation meetings among jurists and access to legal sources, publications and documents". A quick survey of the last half-century will confirm that its activities have been mainly in three

rapide bilan du demi-siècle qui vient de s'écouler nous confirme que ses efforts se sont surtout orientés dans trois directions.

La première est celle des colloques internationaux. L'idée de rencontres régulières entre juristes venus de toutes les parties du monde a toujours été au cœur de l'action menée par l'Association, à la fois parce que de telles manifestations permettent, sur le plan scientifique, l'approfondissement de thèmes d'intérêt commun et parce qu'elles fournissent l'occasion de contacts personnels entre les participants. Nous avons pu jusqu'ici respecter scrupuleusement notre objectif d'un colloque annuel, tenu, à l'invitation d'un de nos comités nationaux, dans les pays les plus divers (et, rien qu'au cours des vingt dernières années, sur chacun des cinq continents), auquel il convient d'ajouter différentes conférences ou tables rondes organisées ici ou là en coopération avec telle ou telle institution, le plus souvent universitaire. Même s'il s'agit normalement de réunions limitées à un petit nombre d'experts, appelés à discuter d'un sujet précis et d'une grande actualité, comme la liberté contractuelle (Jerusalem, 1994), le rapprochement des droits et l'évolution vers un droit commun (Buenos Aires, 1995), le droit de la terre (Santa Cruz de Tenerife, 2001), l'intérêt de l'enfant (Genève, 2000), l'unification du droit des contrats (Kopaonik, 2007) ou le pluralisme juridique (Turin, 2014), rien ne nous empêche de nous adresser parfois à un public plus large, comme nous l'avons fait en l'an 2000, lors du grand Congrès de la Nouvelle-Orléans, en conduisant une réflexion

spheres.

Firstly, there is the organisation of international colloquia. The idea of regular encounters between jurists from all parts of the world has always been at the centre of the Association's action. Not only do such encounters provide an occasion for scientific exchanges on certain themes of common interest, but they are valuable in encouraging personal contacts between participants. We have so far been able to attain our target of an annual colloquium held in many different countries (and, during the last twenty years, in each of the five continents), at the invitation of our national committees. To these should be added different conferences or round tables organised here and there, in collaboration with various institutions – mainly universities. Even though these meetings are mostly limited to a small number of experts in the precise field to be addressed, such as the freedom of contract (Jerusalem 1994), progress towards a jus commune (Buenos Aires 1995), land law (Santa Cruz de Tenerife 2001), the rights of the child (Geneva 2000), the unification of contract law (Kopaonik 2007) or legal pluralism (Turin 2014), we have also held large congresses, devoted to a reflection on comparative law as such, as we did in the year 2000, on the occasion of the great New Orleans Congress or, more recently, in the year 2005 in Beijing, where we considered the problem of the construction of the rule of law in the context of economic globalization as



d'ensemble sur l'avenir du droit comparé, plus récemment en 2005 à Beijing, en nous penchant sur les problèmes de la construction d'un Etat de droit dans un contexte de mondialisation économique, ou en 2009 à Stellenbosch (Afrique du Sud), en examinant la question des droits mixtes, conjointement avec la Société mondiale des juristes de pays de droit mixte, voire, en 2013, à Mexico, en ouvrant un vaste débat sur « la mondialisation de la protection de l'héritage culturel », sous les auspices de l'UNESCO et d'UNIDROIT et en liaison avec le Ministère mexicain des Affaires Etrangères ainsi qu'avec l'Institut de recherches juridiques de l'Université Nationale Autonome du Mexique.

Un second terrain sur lequel se situe notre action est celui de la recherche comparative. L'AIJS a joué un rôle très important dans ce domaine aussi longtemps qu'elle a pu disposer du minimum de moyens nécessaire (même si elle a toujours fait preuve d'une grande discrétion à cet égard). C'est ainsi qu'en s'insérant le plus souvent dans le cadre de programmes lancés par l'UNESCO, elle s'est attaquée à des questions telles que les relations entre pays à structure économique et sociale différente (avec un accent tout particulier mis sur le commerce international), le droit des pays en voie de développement, les modes alternatifs de règlement des conflits, les moyens juridiques de lutte contre le terrorisme, le droit de l'environnement, celui de la bioéthique, etc. La poursuite d'une telle action entre, certes, toujours dans nos vues, mais elle est évidemment subordonnée à

well as, in 2009, in Stellenbosch (South Africa), by examining the question of mixed legal systems in collaboration with the World Society of Mixed Jurisdiction Jurists (WSMJJ), and indeed, in Mexico City in 2013, where we engaged, under the auspices of UNESCO and UNIDROIT and in collaboration with the Mexican Ministry of Foreign Affairs and the Legal Research Institute of the National Autonomous University of Mexico, a large debate on the "Globalisation of the Protection of the Cultural heritage".

Another field in which we have been active is that of comparative research. The IALS has played a very important part in this sphere so long as it was able to mobilise the necessary funds (although it has always been very modest in that respect). Mainly within the framework of UNESCO programs, we have dealt with such questions as the relations between nations of different economic and social structures (with particular attention to international commerce), the law of developing countries, the modes of extra-judicial conflict resolution, the means provided by the law for combating terrorism, environmental law, bioethics, etc. The pursuit of such work continues to be our aim, but it naturally depends on the possibility of obtaining even modest financial support, which is unfortunately becoming ever more difficult.

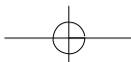
l'obtention de certaines aides, même modestes, dont nous déplorons qu'elles tendent maintenant à devenir de plus en plus rares et de plus en plus précaires.

C'est enfin par ses publications que l' AISJ s'est efforcée jusqu'ici de rester fidèle à sa mission. Elle ne s'est pas bornée à diffuser les travaux de ses colloques non plus que le résultat de ses recherches propres. Elle a aussi pris l'initiative de bien d'autres ouvrages : catalogues de sources de documentation juridique, recueils, guides ou bibliographies commentées, introductions aux principaux systèmes de droit contemporains, rapports sur l'étude et l'enseignement du droit et des sciences sociales, etc. - souvent publiés avec des concours divers. On n'aura garde d'oublier enfin que l'Encyclopédie Internationale de Droit Comparé, cette œuvre gigantesque de dix-sept volumes, dont la préparation scientifique est assurée par l'Institut Max-Planck pour le droit privé étranger et international de Hambourg sous la direction du Professeur Ulrich Drobnig, a été placée dès l'origine sous les auspices de notre Association.

4 - Mais il ne suffit pas de se reposer sur les succès passés et il est sans doute plus important de se tourner vers l'avenir. Même si le monde a changé depuis 1950, l'utilité du droit comparé et sa place dans l'ensemble des disciplines juridiques n'ont cessé de grandir. Et le mouvement ne peut que s'accélérer aujourd'hui avec l'internationalisation des échanges et la formation, partout dans le monde,

Lastly, the IALS endeavours to remain faithful to its mission through its publications. These have not been limited to the publication of the proceedings of colloquia or the results of its own research. We have also taken the initiative of other publications: catalogues of the sources of legal documentation, collections and guides or bibliographies, introductions to the principal systems of contemporary law, reports on the study and teaching of law and social science, etc, often published with the help of various partners. Nor must we forget the International Encyclopedia of Comparative Law, a gigantic enterprise of seventeen volumes, which is pursued by the Max-Planck Institute for Private Foreign and International Law in Hamburg under the direction of Professor Ulrich Drobnig and which was placed under the auspices of our Association from its inception.

4 - However, we must not rest on the laurels of past successes: it is no doubt more important to turn to the future. Even if the world has changed since 1950, the usefulness of comparative law and its place in the framework of legal disciplines has grown. And the movement can only accelerate at present, given the internationalisation of exchanges and the establishment, everywhere, of ever closer economic and political unions.



d'unions économiques et politiques de plus en plus étroites.

Cette perspective d'une interdépendance accrue entre les pays et les systèmes juridiques nous impose des devoirs en même temps qu'elle nourrit notre légitime ambition. Sans doute s'agit-il moins d'assigner à l'AIJS de nouvelles tâches que d'améliorer ses moyens d'action. Et nous apercevons plusieurs voies dans lesquelles il nous semble possible de progresser.

L'une consisterait à élargir notre audience en attirant à nous les juristes de bien des pays qui ne nous ont pas encore rejoints. Après avoir été surtout européen au début du siècle dernier, puis s'être étendu au continent américain pendant la période de l'entre-deux-guerres, le droit comparé a maintenant une vocation clairement universelle. Mais il reste que son développement est encore inégal dans les différentes parties du monde. Des initiatives ont déjà été prises, notamment au cours des années récentes, pour susciter la création de nouveaux comités nationaux ou même simplement redonner vie à certains d'entre eux, mais le travail est loin d'être achevé et nous devons continuer à oeuvrer en ce sens. De même que notre Association a joué, à ses débuts, un rôle non négligeable pour remédier à la division du monde en deux blocs et construire un pont entre les juristes de l'Est et ceux de l'Ouest (entreprise qu'elle a su mener à bien dans la mesure où, à aucun moment, les tensions qui se manifestaient sur l'échiquier politique n'ont empêché les comparatistes des deux bords d'approfondir leur dialogue et

This perspective of a growing interdependence between countries and legal systems imposes duties on us at the same time that it nourishes our legitimate ambition. Rather than envisaging new tasks for the IALS, we should try to improve its means of action. And this may be done in several ways.

One way would be to enlarge our audience by attracting the jurists of many countries who have not yet joined us. Having been mainly European at the beginning of the last century, then having spread to the American continent between the two World Wars, comparative law now has a universal vocation. Its development is still unequal in the different parts of the world. Considerable efforts have been made, particularly in recent years, to encourage the creation of new national committees or simply to revive some of them, and this action must be continued.

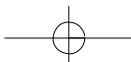
Just as our Association has played a significant role, during the first years of its existence, in attempting to remedy the consequences of the division of the world into two blocks by building bridges between Eastern and Western jurists (an endeavour it has pursued successfully: the tensions in the political sphere never prevented the comparatists of both sides to deepen their dialogue and intensify their exchanges), it must now help in closing the gulf which is growing, before our eyes, between the North

d'intensifier leurs échanges), de même elle doit aujourd'hui aider à combler le fossé qui ne cesse de se creuser, sous nos yeux, entre le Nord et le Sud. C'est bien là un défi qu'il nous appartient de relever et qui explique notre souci actuel d'organiser de plus en plus de nos colloques sur la terre d'Afrique, en Asie ou en Amérique latine. Nous devons trouver les moyens d'intéresser davantage à notre action les juristes de ces pays que l'on dit « émergents » ou « en transition », et surtout ceux qui sont aujourd'hui confrontés à la difficile tâche de construire ou reconstruire leur système de droit, pour leur apporter l'aide dont ils peuvent avoir besoin.

Un autre impératif nous semble dicté par ce mouvement irrésistible qui conduit le droit comparé, maintenant arrivé à l'âge adulte, à dépasser de plus en plus le cadre des Etats pour devenir - et ce n'est pas un paradoxe - une science vraiment internationale. La tendance a déjà commencé à se traduire dans le programme des grands congrès, où l'on se satisfait de plus en plus difficilement de la formule classique consistant à juxtaposer une série de « rapports nationaux » avant de conclure par un « rapport général » ou « rapport de synthèse », aussi bien que dans l'organisation de la recherche comparative, où l'on cherche de plus en plus souvent à faire travailler ensemble de véritables équipes internationales. Mais le moment est peut-être venu d'aller plus loin et de se demander, par exemple, si la conception traditionnelle d'une action menée essentiellement par l'intermédiaire d'organismes nationaux (et dont

and the South. This is a challenge we must take up, which explains our present efforts to organise ever more of our colloquia on the African continent, in Asia or in Latin America. We need to find ways to attract to our action the jurists of those countries said to be "emerging" or "in transition", and in particular those who are faced with the difficult task of reconstructing their legal systems, so that we can provide the help they may need.

Another imperative appears to us to be dictated by the irresistible movement which is gradually leading comparative law, a discipline that has now reached maturity, to go beyond national frontiers and to become - and this is hardly a paradox - a real international science. This tendency is already being reflected in the programme of large congresses where it appears more and more clearly that we can no longer be satisfied by the classic method of juxtaposing a series of "national reports", to be followed by a "synthesis", as well as in the organisation of comparative research, where it is more and more frequently attempted to have real international teams work together. But the time has no doubt come to venture further afield and to ask ourselves, for example, whether the traditional concept of acting essentially through national institutions (whose efficiency naturally varies with their dynamism and the means at their



l'efficacité varie naturellement avec le dynamisme de ceux-ci comme avec les moyens dont ils disposent) est parfaitement adaptée à la réalité contemporaine. Ne peut-on envisager que l'AIJS, sans renoncer, bien sûr, à son rôle d'impulsion et de coordination des associations existant dans les différents pays, se voie reconnaître, en outre, les moyens d'agir plus directement à l'échelle internationale, non seulement par des colloques occasionnels, des enquêtes et des publications, mais aussi par une aide apportée aux échanges, académiques ou professionnels, une participation aux expériences de rapprochement ou d'harmonisation des droits (y compris la recherche d'un « fonds commun » ou de « principes généraux »), voire un soutien aux programmes de coopération juridique ? Pour cela, certes, elle aurait besoin de tous les concours : mais elle ne serait pas moins disposée à prêter le sien à ceux qui poursuivraient des objectifs voisins, notamment en renforçant sa collaboration avec l'Académie internationale de droit comparé, dont la structure ne lui est pas totalement étrangère et à laquelle tant de liens personnels l'unissent déjà.

Enfin, il nous apparaît qu'un effort doit être entrepris pour faire mieux connaître l'Association auprès d'un large public. Trop de juristes, même dans le monde universitaire, tendent à l'ignorer parce qu'ils ne peuvent y adhérer personnellement et que l'information s'arrête trop souvent aux comités nationaux. Il faut que, par des actions plus diversifiées, l'AIJS puisse s'adresser directement à tous ceux

disposal) is still in line with contemporary realities. We might surely envisage that the IALS, without abandoning its role in activating and coordinating the associations in different countries, be given in addition the task of acting more directly at the international level. Such action could be undertaken not only through occasional colloquia, investigations and publications, but also by facilitating academic and professional exchanges, participating in the experiments of rapprochement or harmonisation of laws (including the search for a "common foundation" or of "general principles"), or even by supporting programs of juridical cooperation. To that end, it is true that we require the help of many factors, but we are no less prepared to give our help to all those who pursue related objectives; in particular, we must reinforce our collaboration with the International Academy of Comparative Law whose structure is well known to us and with which we already have firm personal links.

Finally, it seems to us that an effort is required to make the IALS better known by a wider public. Too many jurists, even in the academic world, tend to be unaware of its existence because they cannot join us on an individual basis and that the information often goes no further than to the national committees without being passed on to its individual members. The IALS ought, by diversifying its activities,

qu'intéressent le développement du droit comparé et l'étude des droits étrangers.

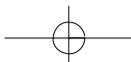
Tout ceci suppose, bien sûr, des moyens accrus, mais aussi une volonté affirmée, un acte de foi dans l'avenir. Déjà, nous avons posé des jalons pour notre prochain colloque qui se tiendra en 2015 à Hambourg à l'invitation de l'Institut Max-Planck et portera sur les nouveaux modes d'élaboration du droit. Mais nous cherchons aussi à voir plus loin. Bien des signes nous montrent que le XXI^{ème} siècle sera, pour les juristes, celui du droit comparé. Dans l'évolution qui est en cours comme dans les bouleversements qui se préparent, l'AIJS est prête à jouer pleinement son rôle.

Xavier Blanc-Jouvan
Président de l'Association
de 1997 à 2000

directly to address all those who are interested in the development of comparative law and the study of foreign laws.

All this will of course require increased financial resources, but also a firm will and an act of faith in the future. We are already initiating this action by planning our next colloquium to be held this year in Hamburg at the invitation of the Max Planck Institute and which will concentrate on new ways in which the law is developing. But we are also looking farther afield. There are many signs indicating that the twenty-first century will be, for us jurists, the century of comparative law. In this continuing evolution, as well as in the radical changes that appear to be in store, the IALS stands ready to fully play its role.

Xavier Blanc-Jouvan
President of the Association
from 1997 to 2000



COMITÉ DE DIRECTION / EXECUTIVE COMMITTEE

Le Comité International de Droit Comparé The International Committee of Comparative Law

Président

Prof. Symeon C. SYMEONIDES
Willamette University College of Law
245 Winter Street
Salem, OR 97301, USA

Vice-Présidents

Prof. Monika PAUKNEROVA
Charles University in Prague
Nam Curieovich 7
116 40 Prague, Czech Republic

Prof. Antonio GAMBARO
Dep. Diritto Privato e Storia del Diritto
University of Milan, via Festa del
Pardono 7, 20122 Milan, Italy

Membres

Prof. Başak BAYSAL
University of Istanbul, Faculty of Law
Beyazit Meydani
34452 Istanbul University, Turkey

Prof. Xavier BLANC-JOUVAN
70 rue d'Assas
75006 Paris,
France

Prof. Sief van ERP
Maastricht University, Faculty of Law
Postbus 616
6200 MD Maastricht, Netherlands

Dr. Jorge SANCHEZ CORDERO
Mexican Center of Uniform Law
Arquimedes 36 Polanco Chapultepec
CP 11560 Mexico City, Mexico

Prof. Spyros VRELLIS
Institut Hellenique de Droit
International
et étranger rue Solonos 73,
10680 Athens, Greece

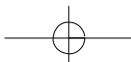
Prof. Reinhard ZIMMERMANN
Director, Max Planck Institute
Mittelweg 187
D-20148 Hamburg Germany

Directeur des travaux scientifiques

Prof. Stefania BARIATTI
Université de Milan

Secrétaire général

Meir M. LEKER
email: meir.leker@wanadoo.fr



ANCIEN PRÉSIDENT D'HONNEUR

- * Prof. H.E. YNTEMA (Etats-Unis)

ANCIENS PRÉSIDENTS

- | | |
|---|---|
| * Doyen L. JULLIOT DE LA MORANDIERE
(France) | * Juge E. SANSTRÖM (Suède) |
| * Prof. K.R. SIMMONDS
(Royaume-Uni) | * Prof. I. SZABO (Hongrie) |
| * Prof. R.H GRAVESON (Royaume Uni) | * Dr V.O. REINIKAINEN (Finlande) |
| * Prof. St. ROZMARYN (Pologne) | * Prof. J. FLEMING (USA) |
| * Prof. K. ZWEIGERT (Allemagne) | * Prof. M. CAPPELLETTI (Italie) |
| * Président M. ANCEL (France) | * Prof. A. TUNC (France) |
| * Prof. J.N. HAZARD (Etats-Unis) | Prof. Dr. W. LORENZ (Allemagne) |
| * Prof. V.M.TCHIKVADZE (URSS) | Prof. D. MITROVIC (Yougoslavie) |
| | Prof. Mary Ann GLENDON |
| | Prof. V. TOUMANOV (Fédération
de Russie) |
| * Premier Président K. M'BAYE (Sénégal) | Prof. Xavier BLANC-JOUVAN (France) |
| * Prof. B. T. BLAGOJEVIC (Yougoslavie) | Prof. K.C. KERAMEUS (Grèce) |
| Prof. H. KÖTZ (Allemagne) | Prof. R. SACCO (Italie) |
| Prof. E. ÖZSUNAY (Turquie) | |

ANCIENS SECRETAIRES GENERAUX

- | | |
|------------------------------|-----------------------------------|
| * Prof. R. DAVID (France) | * Prof. F.H. LAWSON (Royaume Uni) |
| * Prof. A. BERTRAND (France) | * Dr V.O. REINIKAINEN (Finlande) |
| * Prof. I. ZAJTAY (France) | * Dr S. FRIEDMAN (France) |

ANCIENS DIRECTEURS DES TRAVAUX SCIENTIFIQUES

- | | |
|-----------------------------------|-----------------------------------|
| * Dr. K. LIPSTEIN (Royaume Uni) | Prof. H. KÖTZ (Allemagne) |
| * Prof. R. DAVID (France) | * Prof. A. JOLOWICZ (Royaume Uni) |
| * Prof. A. TUNC (France) | Dr Brian NAPIER (Royaume Uni) |
| * Prof. D. TALLON (France) | * Prof. Petar SARCEVIC (Croatie) |
| Prof. X. BLANC-JOUVAN (France) | Prof. Walter STOFFEL (Suisse) |
| Prof. B. FAUVARQE-COSSON (France) | Prof. M. BUSSANI (Italie) |

ANCIEN DIRECTEUR DE LA DOCUMENTATION

- * F. de SOLA CANIZARES (Espagne)

STATUTS DE L'A.I.S.J

ARTICLE PREMIER -. Il est créé, sous les auspices de l'UNESCO, une association dénommée Association Internationale des Sciences Juridiques (appelée ci- après l'Association).

Art. 2. - L'Association a son siège à Paris, à la Maison de l'UNESCO.

Art. 3. - L'Association encourage le développement des sciences juridiques dans le monde par l'étude des droits étrangers et l'emploi de la méthode comparative.

Elle a pour ultime objet de favoriser la connaissance et la compréhension mutuelles des nations.

Art. 4. - L'Association apporte son aide aux échanges internationaux, sous toutes leurs formes, et facilite par des méthodes de coopération internationale les rencontres entre juristes et l'accès aux sources, publications et documents juridiques.

Art. 5. - L'Association encourage en tous pays le développement des institutions vouées à l'étude des droits étrangers et du droit comparé, et suscite leur création dans les pays où il n'en existe pas.

Art. 6. - L'Association remplit principalement sa tâche en utilisant les institutions existantes; elles s'efforcent de

STATUTES OF THE IALS ⁽¹⁾

Art. 1. - An Association is established, under the auspices of UNESCO, entitled the International Association of Legal Science (hereinafter called the Association).

Art. 2. - The Association has its seat in Paris, at UNESCO House.

Art. 3. - The Association fosters the development of legal science throughout the world through the study of foreign laws and the use of the comparative method.

It has as its ultimate object to aid the mutual knowledge and understanding of nations.

Art. 4. - The Association lends its aid to international exchanges, in every form, and facilitates by methods of international co-operation meetings among jurists and the access to legal sources, publications and documents.

Art. 5. - The Association encourages in every country the development of institutions devoted to the study of foreign laws and comparative law, and stimulates their creation in countries where they do not exist.

Art. 6. - The Association fulfils its task mainly by making use of existing institutions; it strives to co-ordinate their

¹. Translation from the authentic French version

coordonner leurs activités et de leur donner des facilités nouvelles. Elle peut prendre l'initiative de certains travaux.

Art. 7. - L'Association a pour membres des Comités Nationaux qui se consacrent aux tâches définies aux articles ci-dessus. Leur demande d'affiliation est agréée par le Comité International de Droit Comparé ⁽¹⁾

Art. 8. - Les Comités Nationaux choisissent librement leur dénomination et règlent à leur gré, en tenant compte des circonstances, le mode et les détails de leur organisation.

Art. 9 -. Les Comités Nationaux versent une cotisation annuelle dont ils déterminent librement le montant, sous réserve toutefois d'un minimum annuel de 250 Euros.

Les Membres associés admis après le 1^{er} juillet 2004 versent une cotisation annuelle dont ils déterminent librement le montant, sous réserve d'un minimum annuel qui sera fixé de temps en temps par le Comité International de Droit Comparé.

¹. Interprétation de l'Article 7 des Statuts, acceptée à la réunion de Moscou du 17.9.1970: Afin de préciser la signification de l'admission au titre de membre de l'Association d'un Comité National; le Comité International de Droit Comparé déclare que l'admission au titre de membre constitue la reconnaissance qu'un requérant est, dans l'opinion du Comité, un groupement de juristes vivant dans une région déterminée et se consacrant à l'étude du droit par la méthode comparative. En conséquence, l'admission d'un Comité National comme membre de l'Association ne peut pas être interprétée comme une prise de position sur la politique du gouvernement d'un pays dans lequel le requérant a son siège ni sur le statut en droit international public de ce pays.

activities and afford them new facilities. It may however undertake certain works on its own initiative.

Art. 7. - The Association has for its members National Committees which devote themselves to the tasks defined in the above articles. Their applications for admission require the approval of the International Committee of Comparative Law. ⁽²⁾

Art. 8. - The National Committees are free to choose such names as they wish and regulate at their discretion the form and details of their organisation, taking account of the circumstances.

Art. 9. - The National Committees pay an annual subscription. It is for each National Committee to determine freely the amount of its subscription, subject to an annual minimum of 250 Euros.

The Associate members admitted after July 1, 2004 pay an annual subscription the amount of which shall be freely determined by them, subject to an annual minimum to be fixed from time to time by the International Committee of Comparative Law.

². An interpretation of Article 7 of the Statutes, adopted at the Moscow Meeting of September 17, 1970: Since some question has been raised as to the significance of admission to membership in the Association of a National Committee, the International Committee of Comparative Law declares that admission to membership constitutes recognition that an applicant is in the view of the International Committee an association of legal scholars within a given region devoted to the serious study of law in application of the comparative method. The decision to admit a national committee as a member of the Association is in no way to be construed as a comment on the policy of the country within which the applicant has its seat, or on the status of that country under public international law.

Les Comités Nationaux et les Membres associés admis en application de l'Article 10 peuvent alimenter les fonds de l'Association par des dons.

Lorsqu'un Comité National n'a pas payé sa cotisation pendant au moins deux ans, le C.I.D.C. peut:

a) suspendre la communication au Comité National des documents que l'Association diffuse parmi ses membres, de même que toute autre facilité dont bénéficient ces derniers.

b) retirer au Comité National le droit de désigner un délégué au Conseil de l'Association (art.12)

c) retirer au Comité National le droit de proposer un candidat à l'élection du C.I.D.C. (art.13)

d) retirer au délégué du Comité National au Conseil le droit de participer à l'élection du C.I.D.C. (art.16)

Lorsqu'un Comité National n'a pas payé sa cotisation pendant au moins trois ans, le C.I.D.C. peut décider d'exclure ce Comité de l'Association.

Art. 10. - La qualité de Membre Associé peut être accordée à des institutions internationales, des instituts de recherche nationaux ou internationaux et des cabinets d'avocats, dont la demande est agréée par le Comité International de Droit Comparé.

Art. 11. - L'Association Internationale des Sciences Juridiques est dirigée, avec l'assistance d'un Conseil, par un Comité International de

The National Committees and the Associate Members admitted under article 10 may make gifts to the Association.

When a National Committee has not paid its subscription for at least two years, the International Committee of Comparative Law may:

a) suspend the communication to the National Committee of the documents which the Association distributes among its members, as well as any other facility to which they are entitled;

b) deprive the National Committee of the right to appoint a delegate to the Council of the Association (art.12);

c) deprive the National Committee of the right to propose a candidate for election to the International Committee of Comparative Law (art.13);

d) deprive the National Committee's delegate to the Council of the right to take part in the election of the International Committee of Comparative Law (art.16).

When a National Committee has not paid its subscription for at least three years, the International Committee of Comparative Law may decide to exclude the Committee from the Association.

Art. 10. - The status of Associate Member may be accorded to international institutions, national or international research institutes, and law firms, whose application has been approved by the International Committee of Comparative Law.

Art. 11. - The affairs of the International Association of Legal Science are directed, with the assistance of a Council, by an International Committee of

Droit Comparé composé de neuf membres. Elle est gérée, au nom du Comité International de Droit Comparé, par un Secrétaire Général. La direction des travaux scientifiques est assurée par un Directeur.

Art. 12. - Le Conseil est composé de délégués désignés par les Comités Nationaux, à raison d'un délégué par Comité National.

Les Comités Nationaux font connaître au Comité International de Droit Comparé le nom de la personne par eux désignée, et les changements intervenant à ce sujet.

Art. 13. - Les membres du Comité International de Droit Comparé doivent être ressortissants de neuf pays différents. Ils devront représenter, autant que possible, les principaux types des différents systèmes de droit. Ils sont élus par le Conseil, par correspondance, à la majorité relative des voix, sur une liste de personnalités proposées par les Comités Nationaux. Ils sont élus pour trois ans et rééligibles. Le Comité, s'il l'estime nécessaire afin d'assurer une représentation adéquate des systèmes juridiques, est autorisé, à la majorité des deux tiers de ses membres prenant part au vote, à coopter comme membres, pour la période de ses pouvoirs, une ou deux personnes additionnelles.

Art. 14. - Le Comité International de Droit Comparé élit pour trois ans un Président et deux Vice-Présidents choisis parmi ses membres ou hors de son sein. Le Président n'est pas immédiatement rééligible. Les Vices Présidents sont une seule fois immédiatement rééligibles.

Comparative Law (hereinafter called the International Committee) composed of nine members. It is managed, on behalf of the International Committee, by a Secretary-General. The direction of scientific studies is conducted by a Director.

Art. 12. - The Council is composed of delegates appointed by the National Committee, one delegate each.

The National Committees make known to the International Committee the names of the persons appointed by them and any alterations thereto.

Art. 13. - The members of the International Committee must belong to nine different States. They should represent as far as possible the principal types of the various legal systems.

They are elected by the Council on a postal vote, by a relative majority, from a list of persons proposed by the National Committees.

They are elected for three years and are re-eligible.

If the International Committee deems it necessary in order to assure an adequate representation of legal systems, it may by a two-thirds majority of those present and voting co-opt as members, to serve during its tenure of office, one or two additional persons.

Art. 14. The International Committee elects for three years a President and two Vice-Presidents from among its members or from outside. The President is not immediately re-eligible. The Vice-Presidents may be immediately re-elected, but for one turn only.

Art. 15. - Le Secrétaire Général et le Directeur des Travaux Scientifiques sont nommés par le Comité International de Droit Comparé pour une durée de cinq ans. Le mandat du Directeur des Travaux Scientifiques ne peut être renouvelé. Le Secrétaire Général et le Directeur des Travaux Scientifiques assistent, avec voix consultative, aux réunions du Comité International de Droit Comparé.

Art. 16. - Les membres du Conseil élisent les membres du Comité International de Droit Comparé et font à celui-ci toutes propositions ou suggestions qu'ils jugent appropriées. Ils sont consultés par le Comité International de Droit Comparé sur les questions graves.

Art. 17. - Le Comité International de Droit Comparé se réunit, sur convocation de son Président, au moins une fois par an, à moins que, pour des raisons exceptionnelles, le Comité ne décide d'ajourner la réunion à deux ans. Il se prononce sur l'admission des Comités Nationaux ainsi que sur celle des Membres Associés, et désigne le Secrétaire Général et le Directeur des Travaux Scientifiques. Il dirige l'activité de l'Association, établit un budget détaillé, approuve les rapports et les comptes qui lui sont présentés, et prend de façon générale toutes décisions importantes concernant le fonctionnement de l'Association.

Art. 15. - The Secretary-General and the Director of Scientific Studies are appointed by the International Committee for a period of five years. The mandate of the Director of Scientific Studies cannot be renewed.

The Secretary-General and the Director of Scientific Studies attend the meetings of the International Committee in an advisory capacity.

Art. 16. - The members of the Council elect the members of the International Committee and submit to it any proposals or suggestions which they think fit.

They are consulted by the International Committee upon questions of gravity.

Art. 17. - The International Committee meets, when summoned by its President, at least once a year, unless the Committee decides, for exceptional reasons, to adjourn the meeting for two years.

It decides whether to admit National Committees as well as Associate Members, and appoints the Secretary-General and the Director of Scientific Studies.

It directs the activities of the Association, prepares a detailed budget, approves such reports and accounts as are presented to it, and in general makes all important decisions concerning the functioning of the Association.

Art. 18. - Les décisions sont prises par les membres du Comité International de Droit Comparé, à la majorité des voix. Les membres du Comité International de Droit Comparé peuvent se faire représenter aux réunions du Comité International de Droit Comparé par une personne étrangère à celui-ci.

Art. 19. - Le Secrétaire Général et le Directeur des Travaux Scientifiques mettent en œuvre les décisions du Comité International de Droit Comparé et, dans l'intervalle des sessions du Comité, prennent au nom de celui-ci toutes mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement de l'Association.

Art. 20. - Les Membres Associés reçoivent toutes communications concernant l'activité de l'Association.

Ils peuvent présenter toutes suggestions relatives à cette activité.

Art. 21. - Les Statuts de l'Association peuvent être modifiés à la majorité absolue des Comités Nationaux.

La proposition de modification est faite par le Comité International de Droit Comparé. Le Comité est tenu de la faire s'il en est requis par un tiers au moins des Comités Nationaux.

Art. 22. - L'Association est dissoute si, par suite du retrait de certains de ses membres, elle vient à grouper moins de sept Comités Nationaux.

Art. 18. - The decisions of the International Committee are taken by a majority vote of its members.

Any member of the International Committee may appoint a non-member to represent him at the meetings of the International Committee.

Art. 19. - The Secretary-General and the Director of Scientific Studies execute the decisions of the International Committee and, in the interval between sessions, undertake in its name all measures necessary to assure the functioning of the Association.

Art. 20. - The Associate Members are entitled to receive all communications concerning the activities of the Association.

They may present any suggestions relative to those activities.

Art. 21. - The Statutes of the Association may be modified by an absolute majority of the National Committees.

Modifications are proposed by the International Committee. The International Committee is bound to put forward a proposal if it is demanded by at least one third of the National Committees.

Art. 22. - The Association is dissolved if, by the withdrawal of some of its members, it comes to comprise fewer than seven National Committees.

**REGLEMENT INTERIEUR
VISANT LES MODALITES DE
L'ELECTION DES MEMBRES DU
C.I.D.C.**

ARTICLE PREMIER. - Au début de l'année du renouvellement du C.I.D.C. Le Secrétaire Général de l'Association invite les Comités Nationaux à lui communiquer avant le 10 mars le nom d'un candidat en vue de son élection au C.I.D.C. (art. 13, al. 2, des Statuts).

Art. 2. - Le Secrétaire Général établit la liste des candidats proposés par les Comités Nationaux et la communique aux membres du Conseil. Cette liste doit comprendre, outre les noms des candidats dans l'ordre alphabétique, la nationalité de chaque candidat ainsi que l'indication du Comité National par lequel celui-ci est proposé.

En même temps, le Secrétaire Général adresse à chaque membre du Conseil un bulletin de vote et une enveloppe.

Art. 3. - Les membres du Conseil votent par correspondance. Leurs votes doivent être adressés au Secrétaire Général avant le 21 mai, sous double enveloppe.

Chaque membre du Conseil inscrit sur son bulletin de vote, par ordre de préférence, au maximum neuf noms figurant sur la liste qui lui a été communiquée par le Secrétaire Général (art. 2).

**BY-LAWS GOVERNING THE
METHOD OF ELECTING
MEMBERS OF THE INTERNA-
TIONAL COMMITTEE OF
COMPARATIVE LAW ⁽¹⁾**

Art. 1 - At the beginning of the year in which there is to be a general election of the International Committee, the Secretary-General of the Association invites each National Committee to send to him before 10 March the name of a candidate for election to the Committee (art. 13 para. 2 of the Statutes).

Art. 2. - The Secretary-General draws up a list of the candidates proposed by the National Committees and sends it to the members of the Council. The list must contain, in addition to the names of the candidates in alphabetical order, the nationality of each candidate as well as an indication of the National Committee by which he has been proposed.

At the same time the Secretary-General addresses to each member of the Council a ballot and an envelope.

Art. 3. - The members of the Council vote by post. Their votes must be addressed to the Secretary-General before 21 May in a double envelope.

Each member of the Council inserts on his ballot in order of preference at most nine of the names appearing in the list sent to him by the Secretary-General (art. 2). He places the ballot, otherwise unmarked, in the envelope which has

1. Translation of the authentic French version

Il met ce bulletin, sans aucune autre mention, dans l'enveloppe qui lui a été adressée à cette fin, cette enveloppe doit être cachetée et ne doit porter aucune mention. Le votant insère l'enveloppe contenant le bulletin de vote dans une autre enveloppe et adresse celle-ci au Secrétaire Général avec une lettre d'accompagnement qu'il aura signée.

Art. 4. - Le dépouillement des votes a lieu entre le 1er et le 16 juin, au siège du Secrétariat Général, en présence du Secrétaire Général et d'un des membres au moins du C.I.D.C. Chaque membre du C.I.D.C. a le droit d'assister au dépouillement du scrutin ou de s'y faire représenter. A cette fin il doit, avant le 21 mai, faire connaître au Secrétaire Général sa décision et, s'il y a lieu, lui indiquer le nom et l'adresse de son représentant. Les convocations sont faites par le Secrétaire Général huit jours avant la date fixée pour le dépouillement du scrutin.

Art. 5. - Les bulletins de vote portant d'autres mentions (art. 3) que les noms des candidats sont nuls.

Les bulletins de vote portant plus de neuf noms sont valables quant aux neuf premiers candidats; ils sont nuls en ce qui concerne les autres noms qu'ils portent.

Les bulletins de vote portant les noms de deux ou plusieurs candidats de la même nationalité sont valables quant au vote émis en faveur du premier de ces candidats et nuls en ce qui concerne les autres candidats de la même nationalité; ils sont valables quant aux candidats ayant une autre nationalité.

been addressed to him for that purpose; the envelope must be sealed and must be plain. The voter inserts the envelope containing the ballot in another envelope and addresses the latter to the Secretary-General with an accompanying letter signed by him.

Art. 4. - The counting of the votes takes place between 1 and 16 June at the seat of the General Secretariat, in the presence of the Secretary-General and at least one member of the International Committee. Each member of the International Committee has the right to attend or to be represented at the count. For this purpose he must make his decision known to the Secretary-General before 21 May and in the latter case indicate to him the name and address of his representative. Notices are issued by the Secretary-General eight days before the date fixed for the count.

Art. 5. - A ballot containing anything other than the names of candidates (art. 3) is invalid.

A ballot containing more than nine names is valid as to the first nine names; it is invalid as regards the other names which it contains.

A ballot containing the names of two or more candidates of the same nationality is valid as to the vote cast in favour of the first of those candidates and invalid as regards the other candidates of the same nationality; it is valid as to candidates of other nationalities.

Les bulletins de vote portant moins de neuf noms sont valables.

Les bulletins de vote portant des noms qui ne figurent pas sur la liste des candidats établie par le Secrétaire Général (art. 2) sont nuls quant au vote émis en faveur des candidats qui ne figurent pas sur ladite liste; ils sont valables en ce qui concerne les autres noms qu'ils portent.

Art. 6. - Le procès-verbal du dépouillement du scrutin est signé par le Secrétaire Général et le(s) membre(s) du C.I.D.C. qui y ont assisté. Il est soumis au C.I.D.C. qui proclame élus les neuf candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix.

Si, pour les derniers sièges vacants, des candidats en nombre supérieur au nombre des sièges restant à pourvoir ont obtenu le même nombre de voix, le Secrétaire Général dirigera un second tour de scrutin, limité à ces sièges et à ces candidats. Les dispositions des articles 2 à 6, à l'exception cependant de celles qui concernent les délais, seront appliquées.

Art. 7. - Si, pendant la durée du mandat du C.I.D.C., un ou plusieurs sièges deviennent vacants, sur la décision du Président de l'Association, des élections partielles, limitées à ces sièges, ont lieu.

Les bulletins de vote (art. 3 et 5) ne doivent porter que le nombre de noms correspondant au nombre de sièges à pourvoir. Pour le reste, les dispositions des articles précédents, à l'exception cependant de celles qui concernent les délais, seront appliquées.

A ballot paper containing fewer than nine names is valid.

A ballot paper containing names which do not appear on the list of candidates made up by the Secretary-General (art. 2) is invalid as to the vote cast in favour of candidates which do not appear on that list; it is valid as regards other names which it contains.

Art. 6. - A record of the count is signed by the Secretary-General and the member or members of the International Committee attending it. It is submitted to the International Committee, which declares elected the nine candidates who have obtained the largest number of votes.

If for the last vacant seats a greater number of candidates than the seats still to be filled have obtained the same number of votes, the Secretary-General shall conduct a second vote limited to those seats and those candidates. The provisions of article 2-6 shall be applied with the exception of those relating to time limits.

Art. 7. - If one or more seats become vacant during the period of office of the International Committee, a partial election limited to those seats shall take place if the President of the Association so decides.

The ballot (art. 3 and 5) must contain only the number of names corresponding to the number of seats to be filled. Otherwise the provisions of the foregoing articles shall be applied with the exception of those relating to time limits.

PRINCIPALES ACTIVITES (1950-2014) MAIN ACTIVITIES

I. COLLOQUES ET CONGRES ORGANISES PAR L’A.I.S.J. OU SOUS SES AUSPICES SYMPOSIA AND CONGRESSES ORGANIZED OR SPONSORED BY IALS

- 1) Problèmes d’enseignement du droit; Cambridge, juillet 1952.
- 2) La manière dont les États conçoivent leurs obligations internationales; Munich, juillet 1954.
- 3) Rôle et fonctions des instituts et centres de droit comparé; Munich, juillet 1954.
- 4) La réception des droits occidentaux en Turquie; Istanbul, septembre 1955 (Travaux publiés dans les Annales de la Faculté de droit d’Istanbul, V. n° 6, 1956)
- 5) Étude de la maxime “Audi alteram partem” en droit administratif comparé; Oxford, septembre 1955.
- 6) Aspects juridiques de la coopération pacifique; Paris, février 1956.
- 7) Premier Congrès international de droit comparé de l’A.I.S.J.; Barcelone, septembre 1956.

Dans le cadre de ce Congrès quatre colloques ont eu lieu:

- a) Problèmes de la réception des droits étrangers en Inde.
- b) Les droits de succession du conjoint survivant: étude comparative.
- c) La maxime “Audi alteram partem” en droit administratif comparé.
- d) Étude comparative des moyens juridiques, directs et indirects, d’assurer la stabilité de la famille.

Également dans le cadre du Congrès, une discussion en séance plénière a eu lieu sur le sujet suivant:

Les problèmes de l’enseignement du droit.

(Travaux publiés dans la Revista del Instituto de Derecho Comparado, Barcelone, nos 8-9, 1957).

- 8) Le concept de la légalité dans les pays occidentaux; Chicago, septembre 1957 (Travaux publiés dans les Annales de la Faculté de droit d’Istanbul, IX, n° 12, 1959).

9) Les moyens juridiques d'assurer la stabilité de la famille; Chicago, septembre 1957 (Travaux publiés dans les Annales de la Faculté de droit d'Istanbul, IX, n° 13, 1960).

10) Les aspects juridiques particuliers des relations commerciales entre pays à structures économiques différentes; Rome, février 1958 (cf. l'ouvrage cité infra III, D.4).

11) Le problème juridique des nationalisations et des entreprises d'État ou collectivités en droit international et en droit comparé; Rome, février 1958.

12) Le concept de la légalité dans les pays socialistes; Varsovie, septembre 1958 (Travaux publiés dans la collection du Comité des sciences juridiques de l'Académie polonaise des sciences, XXI, 1961, cd. infra III, D.3).

13) La réception des droits occidentaux en Turquie; Luxembourg, juillet 1959 (Travaux publiés dans les Annales de la Faculté de droit d'Istanbul, XI, n° 15, 1960, XI, n° 16-17, 1961, et XII, n° 18, 1962).

14) Problèmes de l'inexécution et de la force majeure dans les contrats de vente international; Helsinki, juin 1960 (Travaux publiés dans la collection de l'Institut de droit comparé de l'Université d'Helsinki, II, 1961, cf. infra III, D.6).

15) Colloque sur le programme scientifique de l'A.I.S.J.; Helsinki, juin 1960.

16) La comparaison d'institutions juridiques notamment en matière de contrat et de propriété entre pays à structures économiques et sociales différentes; Trèves, juillet 1961. Dans le cadre des Journées de droit comparé organisées par la Gesellschaft für Rechtsvergleichung, Comité national allemand de l'A.I.S.J. (Travaux en partie publiés dans la *Rabels Zeitschrift* 26, n° 2, 1961, et 27, n° 3, 1962).

17) Les nouvelles sources de droit du commerce international; Londres, septembre 1962 (cf. l'ouvrage cité infra III, D.9).

18) La contribution possible des études juridiques comparatives à une meilleure compréhension entre les nations; Rome, septembre 1963 (Travaux publiés dans la *Revue internationale de droit comparé*, n° 41, 1964).

19) Comparaison des diverses unifications régionales du droit de la vente et étude des possibilités de leur rapprochement; New York, septembre 1964 (cf. l'ouvrage cité infra III, D. 14).

20) L'étude des droits socialistes et non socialistes dans un même ouvrage: l'*Encyclopédie internationale de droit comparé*; Hambourg, septembre 1965.

21) La formation des juristes dans les pays en voie de développement; Pont-à-Mousson, septembre 1966.

- 22) La réforme du droit; Edimbourg, septembre 1967.
- 23) Les problèmes actuels du rapprochement régional des droits nationaux; Copenhague, septembre 1969 (Travaux publiés dans la *Nordisk Tidsskrift for International Ret*, XLI, 1971).
- 24) L'État fédéral et les systèmes de droit; Moscou, septembre 1970 (cf. l'ouvrage cité infra III, D. 16).
- 25) Les garanties fondamentales des parties dans le procès civil; Florence, septembre 1971.
- 26) L'Homme et son environnement; Bruxelles, septembre 1972.
- 27) L'influence des structures fédérales sur la source législative du droit; Belgrade, juillet 1973 (cf. l'ouvrage cité infra III, D. 18).
- 28) Les problèmes juridiques de l'environnement dans les pays en voie de développement; Mexique, août 1974 (cf. l'ouvrage cité infra III, D. 21).
- 29) Lay participation in environment planning and control & Problems of pollution in coastal waters and harbours; Londres, août 1975.
- 30) La résistance du droit africain; Dakar, 5-9 juillet 1977 (cf. l'ouvrage cité infra III, D. 22).
- 31) Problems of the Unification of International Sales Law; Potsdam, 20-25 August 1979.
- 32) Cohabitation without marriage, Berkeley, 28-29 August 1980 (cf. l'ouvrage cité infra III, D. 25).
- 33) Le règlement des litiges en dehors des tribunaux; Pau, 6-9 juillet 1981 (cf. l'ouvrage cité infra III, D. 26).
- 34) Utilisation du droit comparé en droit international public; Paris, 2-3 octobre 1983.
- 35) Le contrôle juridictionnel des lois et sa légitimité; Uppsala, 26-28 juin 1984 (cf. l'ouvrage cité infra III, D. 27).
- 36) La mise en oeuvre internationale des droits de l'homme; Heidelberg, 28-30 août 1985 (cf. l'ouvrage cité infra III, D. 28).
- 37) Comparative Law in a Federal Context; Munich, 14-18 September 1987.
- 38) The protection of workers rights in the event of insolvency and business reorganization; Helsinki, 31 August - 3 September 1988.

39) Le statut des étrangers; Belgrade, 22-27 août 1989.

40) Le rôle social des professions juridiques; Tokyo, 3-6 septembre 1991.

41) Individualism and Communitarianism in Contemporary Legal Systems, Provo (Utah, Etats Unis) 10-12 septembre 1992.

42) Responsabilité civile des Prestataires de services; Lausanne, 1-3 septembre 1993.

43) Liberté contractuelle et Droit constitutionnel; Jérusalem, septembre 1994

44) Towards a Modern Ius Commune; Converging Trends in a Changing World, Buenos Aires, 4-7 September 1995

45) La Protection des Biens culturels; Rabat, 10-13 septembre 1996.

La Protection juridique des Beaux-Arts et de l'art graphique à l'Ere d'Internet, Istanbul, 5-8 novembre 1997.

The Impact of Globalization on National Legal Systems, Mexico City, 10-12 June 1998.

The Status of Women on the Eve of the 21st Century, Tel-Aviv, 30-31 May 1999.

49) The Impact of Globalization on National Legal Systems (A Procedural World Order), Melbourne, 17-19 February, 2000.

50) The Best Interests of the Child, Geneva, 6-7 October 2000.

51) Centennial World Congress on Comparative Law, New Orleans, 1-4 November 2000.

52) Land Law in Comparative Perspective, Santa Cruz Tenerife, 4-6 October 2001

53) Society in Danger, Warsaw, 13-14 September 2002

54) Human Diversity and the Law, Torino, 24-26 October 2003

55) Competition Law in the Context of Turkey-EU Relations, Istanbul, 13-17 October 2004

56) Trends of Economic Globalization and the Construction of the Rule of Law, Beijing 20-23 October 2005

57) Réunion du Comité exécutive de l' AISJ dans le cadre du Congrès international du Droit Comparé, Utrecht, 18 juillet 2006

58) Colloque international du Droit Privé, organisé par l'Association Franco-Suisse du Droit Privé, et soutenu par l' AISJ, Paris, le 5 avril 2007

59) Colloquium "The Unification of Contract Law by Private Means", Kopaonik (Serbia), 14-15 December, 2007

60) International Colloquium Mixed Jurisdictions as Models? Perspectives from Southern Africa and Beyond, Stellenbosch, South Africa, 14-15 May 2009 in collaboration with the World Society of Mixed Jurisdiction Jurists (WSMJJ)

61) Colloque international sur le thème "le Droit des Sports", Istanbul, 13 et 14 mai 2010.

62) L'Impact du Droit étranger et international sur les Systèmes juridiques nationaux, Lausanne, Suisse, 26-27 avril 2012

63) La Globalisation de la Protection de l'Héritage Culturel, Mexico, 21-23 mars 2013

64) Legal Pluralism, Turin, Italy, 11-13 September 2014

II. ACTIVITES DE RECHERCHES DE L'A.I.S.J.

RESEARCH ACTIVITIES OF IALS

L'A.I.S.J. a conduit des enquêtes sur les sujets suivants:

1) L'enseignement du droit (Rapporteur général: Ch. Eisenmann, France).
2) Les constitutions des États ayant récemment accédé à l'indépendance (Rapporteur général: R. Pinto, France).

3) La manière dont les États conçoivent leurs obligations internationales (Rapporteur général: P. Guggenheim, Suisse).

4) Les principaux aspects juridiques des réformes agraires (Rapporteur général: G. Bolla, Italie).

5) Souveraineté et coopération internationale (Rapporteur général: Hilding Eek, Suède; rapporteurs: Quincy Wright (Etats-Unis), P. Bastid (France), J. Chacko (Inde), C. Berezovski (Pologne), G. Zadorojhny (URSS) et G. Andrassy (Yougoslavie).

6) Les conséquences du changement d'échelle sur un système de droit (Rapporteur général: F.H. Lawson, Royaume-Uni).

7) Les techniques de conciliation et de médiation employées en vue de la solution pacifique des conflits internationaux (Rapporteurs: E. Jackson et J.N.Hyde (États-Unis), P. Durand (France), C. Biglia et L.P. Spinoza (Italie), H. Toussaint (Allemagne) et K. Lipstein (Royaume-Uni).

8) L'évolution des droits internes quant à l'utilisation pacifique de l'énergie atomique et l'état d'avancement des recherches et travaux juridiques poursuivis dans ce domaine (Rapporteur général: H. Krause, Allemagne).

9) Les aspects juridiques du développement économique en Afrique (Rapporteur général: A. Tunc, France).

10) Le droit de la famille dans les pays africains (Rapporteur général: Kéba M'Baye, Sénégal).

11) Le droit de la terre dans les pays africains (Rapporteurs généraux: K. Bentsi-Enchill, Ghana, et D. Tallon, France).

12) L'étude et l'enseignement du droit international (Rapporteur général: R.I. Dupuy, France).

13) La formation des juristes en Afrique Noire (Rapporteur général: Michel Pédamon, France).

14) Meaning and importance of environmental legislation to Governments (Director of the study: Prof. Jaro Mayda, U.S.A.).

15) Legal Regulation of Co-operative and self-help organization in Africa (General rapporteur: Prof. H. Münkner, FRG).

16) La Protection du génome humain. Projet de recherche entrepris en 1995 à la demande du Comité international de Bioéthique de l'UNESCO.

17) Human Diversity and the Law (Project Directors : Prof. M. Bussani, Prof M. Graziadei)

III. PUBLICATIONS FAITES PAR L' AISJ OU SOUS SES AUSPICES

PUBLICATIONS SPONSORED OR PUBLISHED BY IALS

A. Publication périodique/Periodical

- | | |
|----------------------------|-------------------|
| 1) Brochure de l' AISJ | IALS Booklet |
| 2) « Newsletter » annuelle | Annual Newsletter |

B. Ouvrages édités par l' UNESCO

Works published by UNESCO

1) *Les sciences sociales dans l' enseignement supérieur (Droit)*. Rapport préparé par Ch.Eisenmann (Paris) 1954.

2) *Enquête sur la manière dont les États conçoivent leurs obligations internationales*. Rapport général préparé par P. Guggenheim (Genève). Rapports et documents de sciences sociales, n° 1, 1955.

3) *Catalogue des sources de documentation juridique dans le monde*, 1953, 2^e édition 1957.

4) *Les sciences sociales dans l' enseignement supérieur (Droit international)*. Rapport préparé par R.J. Depuy (Nice), 1967.

Le droit de la terre en Afrique (au Sud du Sahara). Avec une préface de John N. Hazard (Paris), 1971.

5) *Les sciences sociales dans l'enseignement supérieur (Droit)*. Rapport préparé par Ch. Eisenmann (Paris), 1972.

C. Bibliographies juridiques commentées

Annotated legal bibliographies

1) R. David: *French Bibliographical Digest (Law)*. The Cultural Division of the French Embassy, New York, 1952.

2) F. de Sola Canizares et D. Fernandez de Villavicencio: *Bibliografía Jurídica Española*. Instituto de Derecho Comparado, Barcelona, 1954.

The United Kingdom Committee of Comparative Law and the Institute of Advanced Legal Studies: *A Bibliographical Guide to the Law of the United Kingdom, the Channel Islands and the Isle of Man*. Institute of Advanced Legal Studies, London, 1956.

4) Sous la direction de W. Czachorski, Institut des sciences juridiques de l'Académie polonaise des sciences: *Bibliographie juridique polonaise 1944-1956*. Panstwowe Wydawnictwo Naukowe, Warszawa, 1958.

5) C.H. Alexandrowicz: *A Bibliography of Indian Law*. Oxford University Press, Madras, 1958.

6) Albert Nassif: *Bibliographie juridique libanaise*. Annales de la Faculté de droit et des sciences économiques de Beyrouth, Beyrouth, 1958.

7) Borislav T. Blagojevic: *Bibliographie juridique yougoslave*. Institut de droit comparé, Beograd, 1959 (Supplément pour 1960 et 1961, Beograd, 1962).

8) V. Knapp: *Bibliography of Czechoslovak Legal Literature 1945-1958*. The Institute of Law of the Czechoslovak Academy of Science, Publishing House of the Czechoslovak Academy of Science, Prague, 1959.

9) The U.S.S.R. Academy of Science, The Institute of State and Law: *Literature on Soviet Law, Index of Bibliography*. The Publishing House of The U.S.S.R. Academy of Science, Moscow, 1960.

10) *Scandinavian Legal Bibliography*. Prepared by Stig Iuul, Ake Malmström and Jens Sondergaard with the collaboration of Kaare Haukaas, Armann Snaevarr and Heikki Jokela. Acta Instituti Upsaliensis Iurisprudentiae Comparativae, Almquist & Wiksell, Stockholm - Göteborg - Uppsala, 1961.

11) *Israel Legal Bibliography in European Languages*. Compiled by Dr. Ernst Livneh. Institute for Legislative Research and Comparative Law of the Hebrew University of Jerusalem, vol. VII. The Hebrew University Students Press, Jerusalem, 1963.

12) René David: *Bibliographie du droit français (1945-1960)*. Mouton et Cie, La Haye-Paris, 1964.

13) *Bibliography of German Law in English and German. A Selection*. Edited by the German Association of Comparative Law. With an Introduction to German Law by Prof. Dr. F. Baur, Tübingen, translated by Prof. Dr. C.H. Peterson, Boulder, Colo., U.S.A. Including and through 1963. Verlag C.F. Müller, Karlsruhe, 1964.

14) *The Law in the United States of America. A Selective Bibliographical Guide*. Compiled by J.L. Andrews, A.A. Charpentier, J.J. Marke and W.B. Stern. New York University Press, New York, 1965, 1966.

15) *Bibliography of Hungarian Legal Literature 1945-1965*. Edited by Lajos Nagy. Akadémiai Kiadó, Budapest, 1966.

16) *Bibliographie du droit canadien. A Bibliography of Canadian Law*. Par Reynald Boulton et Lafleur, Montréal, 1966.

17) *Bibliographie des études publiées sur le droit des Etats-Unis en des langues autres que l'anglais*. Par Marga Coing. Dalloz, Paris, 1967.

18) *Bibliographie du droit luxembourgeois*. Publié par le Comité National Luxembourgeois de l'Association International des Sciences Juridiques, avec une préface de P. Werner. Maison F. Larcier, Bruxelles, 1967.

19) *Bibliographie juridique yougoslave*, 2e éd. Association yougoslave de droit comparé, Beograd, 1968.

20) *Bibliographie juridique roumaine*. Edition de l'Académie de la République socialiste de Roumanie, Bucarest, 1969.

21) *Bibliography of German Law in English and German. A Selection*. Edited by the German Association of Comparative Law. Supplement 1964-1968. Verlag C.F. Müller, Karlsruhe, 1969.

22) *A Bibliography of Israel Law*. Edited by the Institute for Legislative Research and Comparative Law. The Hebrew University of Jerusalem, Faculty of Law, Jerusalem, 1972.

23) *The bibliographical guide of the laws of the U.K.* Second Edition. Published by the Institute of Advanced Legal Studies, London, 1973.

24) *Bibliographie juridique roumaine 1968-1973*. Editions de l'Académie de la République socialiste de Roumanie. Editura Academiei Republicii Socialiste Romania, Bucarest, 1974.

25) *Bibliography of German Law 1969-1973*. In English and German. Edited by the

German Association of Comparative Law. Verlag C.F. Müller, Karlsruhe, 1975.

26) *Bibliographie rechtswissenschaftlicher Literatur der DDR, 1949-1973*. Edited by the Association of Comparative Law of the German Democratic Republic. Informationszentrum Staat und Recht. Potsdam-Babelberg, 1975.

27) *Bibliographie rechtswissenschaftlicher Literatur der DDR, 1974-1976*, 2 vols. Akademie für Staats- und Rechtswissenschaft der DDR. Potsdam-Babelberg, 1979.

D. Autres ouvrages et études / Other works

1) H.C. Gutteridge: *Le droit comparé* (en traduction française). Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1953.

2) A. et S. Tunc: dans la collection “Les systèmes de droit contemporains” de l’Institut de droit comparé de l’Université de Paris, vol. VI: *Le droit des Etats-Unis*, Sources et Techniques, Librairie Dalloz, Paris 1955.

3) R. David et J.N. Hazard: dans la collection “Les systèmes de droit contemporains” de l’Institut de droit comparé de l’Université de Paris, vol. VII et VIII: *Le droit soviétique*. Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1954.

4) H.J. Berman, M. Domke, A. Goldstajn, J.N. Hazard, T. Ionasco, L. Kopelmanas, B. Metelius, S. Pizar, C.M. Schmitthoff, H. Trammer, A. Tunc, P. Van Reepingen: *Aspects juridiques du commerce avec les pays d’économie planifiée*. Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1961.

5) Comité des sciences juridiques de l’Académie polonaise des sciences: *Le concept de la légalité dans les pays socialistes*. Cahiers de l’Académie polonaise des sciences, vol. XXI. Varsovie, 1961.

6) Institut de droit comparé de l’Université d’Helsinki: *Problèmes de l’inexécution et de la force majeure dans les contrats de vente internationale*. Studia Juridica Helsingiensia, vol. II. Helsinki, 1961

7) H. Kruse: *Legal Aspects of the Peaceful Utilization of Atomic Energy*. Verlag Neue Wirtschafts-Briefe, Herne-Berlin, 1962.

8) P. Catala et A. Gervais, avec la collaboration de plusieurs auteurs: dans la collection “Les systèmes de droit contemporains” de l’Institut de droit comparé de l’Université de Paris, vol. XV et XVI: *Le droit libanais*. Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1963.

9) *The Sources of the Law of International Trade with Special Reference to East-West Trade*. Edited by Clive M. Schmitthoff. Stevens and Sons Ltd., London, 1964.

10) Association Internationale des Sciences Juridiques et Institut international des sciences administratives: *Cas concrets d’administration comparée. La lutte contre les maladies du bétail, principalement la fièvre aphteuse*. Rapporteur général: A. Heilbronner.

Institut international des sciences administratives, Bruxelles, 1964.

11) Association Internationales des Sciences Juridiques et Institut international des sciences administratives: *Cas concrets d'administration comparée. La lutte contre la pollution des eaux par l'industrie*. Rapporteur général: J. Litwin. Institut international des sciences administratives: *Cas concrets* 1965.

12) Association Internationale des Sciences Juridiques et Institut international des sciences administratives: *Cas concrets d'administration comparée. La réparation des accidents du travail dans l'industrie*. Rapporteur général: G. Spielmeier. Institut international des sciences administratives, Bruxelles, 1965.

13) *Les aspects juridiques du développement économique*. Sous la direction de A. Tunc. Dalloz, Paris, 1966.

14) *Unification of the Law Governing International Sale of Goods*. Edited by J. Honnold. Dalloz, Paris, 1966.

15) *Le droit de la famille en Afrique noire et à Madagascar*. Sous la direction de Kéba M'Baye. Maisonneuve et Larose, Paris, 1968.

16) *Le Fédéralisme et le développement des ordres juridiques*. Avec une préface de John N. Hazard. Etablissements Emile Bruylant, Bruxelles, 1971.

17) *Problèmes actuels du rapprochement régional des droits nationaux*. Travaux du Colloque de l'Association Internationale des Sciences Juridiques à Copenhague du 16 au 19 septembre 1969. Dans la série de "Acta Scandinavica Juris Gentium" Nordisk Tidsskrift för International Ret, XLI, 1971.

18) *L'influence des structures fédérales sur la source législative du droit*. Travaux du Colloque de Belgrade, juillet 1973. Association yougoslave de droit comparé, Belgrade, 1973.

19) *Fundamental Guarantees of the Parties in Civil Litigation. Studies in Comparative Law*. Edited by Mauro Cappelletti, Director of the Institute of Comparative Law of the University of Florence. Published by Oceana Publications, Inc., New York, 1973.

20) *Introduction aux sources des droits africains contemporains*. Par J. Vanderlinden. Association yougoslave de droit comparé, Belgrade, 1975.

21) *Legal protection of the environment in Developing countries*. Instituto de investigaciones jurídicas, Universidad nacional autónoma de México. México 1976.

22) *Le colloque de Dakar (Résistance du droit africain) numéro spécial de la "Revue Sénégalaise de Droit"*, Les nouvelles éditions africaines, Dakar 1977.

23) *La formation juridique en Afrique noire / Legal Education in Africa South of the Sahara*. Ed. Michel Pédamon. Etablissement Emile Bruylant, Bruxelles, 1979.

24) *Manual on Environmental Legislation* by Prof. Jaro Mayda. United Nations Environmental Programme, Nairobi, document published in English, French and Spanish,

U.N.E.P. 1980.

25) *Cohabitation without marriage / La cohabitation en dehors du mariage*, papers presented at the Colloquium of the IALS, Berkeley 1980, published in “American Journal of Comparative Law” Vol. 29 N° 2, Spring 1981.

26) *Les conciliateurs, La conciliation, Une étude comparative*, sous la direction de H. Kötz et R. Ottenhof, Travaux du Colloque de l’AISJ à Pau (France), du 6 au 9 juillet 1981, avec une Préface du Prof. André Tunc, Economica, Paris 1983.

27) *Le contrôle juridictionnel des lois, légitimité, effectivité et développements récents*, publié par Louis Favoreu et John-Anthony Jolowicz, Travaux du Colloque de l’AISJ à Heidelberg, 28-30 août 1985, Economica / Presses Universitaires d’Aix-Marseille. Paris 1986.

28) *International Enforcement of Human Rights*, Rudolf Bernhardt and John Antony Jolowicz (Eds), Reports submitted to the Colloquium of the International Association of Legal Science, Heidelberg, 28-30 August 1985, published by Springer-Verlag, Heidelberg 1987.

29) *The protection of worker’s rights in the event of insolvency and business reorganisation*, with an introduction by Werner Lorenz, Reports submitted to the Colloquium of the IALS, Helsinki, 1988, 31 August - 3 September 1988, published in *Connecticut Journal of International Law*, Vol. V. Fall 1989.

30) *The Social Role of the Legal Profession*, with a Preface by Prof. Ryuichi Hirano and an Introduction by Prof. Kahei Rokumoto. Proceedings of the Colloquium of the IALS, Tokyo 3-6 September 1993, published by the International Center for Comparative Law and Politics, Faculty of Law, The University of Tokyo, 1993.

31) Symposium: *Individualism and Communitarianism in Contemporary Legal Systems - Tensions and Accommodations* (Proceedings of the 1992 IALS Colloquium). Brigham Young University Law Review 1993, n° 2.

32) *La responsabilité des Prestataires de Services/Liability for Services rendered*, (Colloque de l’AISJ, Lausanne, 1993)

33) The Protection of Cultural Property; (Proceedings of the 1996 IALS Colloquium in Rabat, Morocco) *International Journal of Cultural Property*, Vol. 6 (1997) No. 2.

34) *Towards a Modern Ius Commune, Converging Trends in a Changing World /Vers un nouveau Ius Communes*, Actes du Colloque de Buenos Aires, 1995.

35) *The Protection of Fine Art and Graphic Design in the Age of Internet*, Proceedings of the Istanbul Colloquium, 5-7 November 1997, published by the IALS Turkish National Committee, the Bikem B. Özsunay Foundation for the Art of graphic Design and the Centre for Research of Comparative Law of the Istanbul University.

36) *The Status of Women at the Dawn of the 21st Century*, UNESCO, 2001 (Actes du Colloque de Tel-Aviv)

37) Centennial World Congress on Comparative Law, 75 *Tulane Law Review* (N° 4, March 2001)

- 38) *Land Law in Comparative Perspective*, Kluwer Law International, 2002, Maria Sanchez Jordan et Antonio Gambaro, éditeurs
- 39) A paraître *Society in Danger*, Colloque de Varsovie
- 40) *Human Diversity and the Law*, Colloque de Turin 2003, Editeurs: Profs. M. Bussani et M. Graziadei.
- 41) *Current Issues of Competition Law in the Light of the EU-Turkey Relations*. Proceedings of the Istanbul Colloquium, 14-15 October 2004, Published by the IALS National Committee.
- 42) Proceedings of the 2009 Stellenbosch (South Africa) colloquium *The Tulane European and Civil Law Forum*, vol. 25, 2010, 215p.
- 43) The 1970 UNESCO Convention – New Challenges; Instituto de Investigaciones Juridicas, Serie Doctrinajuridica Num. 675 (2013)

L'Encyclopédie internationale de Droit comparé

L'encyclopédie est une entreprise ambitieuse et sans précédent. L'Association tente par ce moyen d'arriver à une synthèse globale de nos connaissances et de notre compréhension des systèmes de droit privé dans le monde, analysés et résumés en utilisant les méthodes les plus avancées du droit comparé. Le premier rédacteur en chef était le Professeur K. Zweigert, assisté par le Professeur U. Drobnig, tous deux du Max-Planck-Institut für ausländisches und internationales Privatrecht à Hambourg. Depuis le départ à la retraite du Professeur Zweigert, c'est le Professeur Drobnig seul qui en est l'éditeur.

L'Encyclopédie compare et analyse les solutions typiques aux problèmes majeurs qui se posent en droit privé dans le sens le plus large du terme. Si elle est extrêmement utile pour la préparation de la législation nationale, particulièrement dans les pays du Tiers Monde et d'Europe d' l'Est, elle peut également offrir des connaissances et de l'inspiration pour les instruments juridiques supra- et internationaux. Elle doit en outre aider à l'enseignement du droit comparé. Pour les pays et universités de petite taille, elle peut servir de substitut à une bibliothèque globale des droits étrangers.

Le premier volume est composé de rapports nationaux. Pour chacun des pays du monde, les systèmes constitutionnels et les sources du droit sont répertoriés, un aperçu est offert de son droit privé, commercial, économique, procédural, et de son droit international privé, avec une bibliographie en annexe.

The International Encyclopedia of Comparative Law

The Encyclopedia is an ambitious and unprecedented undertaking. The Association is seeking to achieve with it a comprehensive synthesis of our knowledge and understanding of the world's private law systems, analysed and summarized according to the most advanced methods of comparative law. The first Responsible Editor was Professor K. Zweigert, assisted by Professor U. Drobnig, both of the Max-Planck-Institut für ausländisches und internationales Privatrecht in Hamburg. Since the retirement of Professor Zweigert, Professor Drobnig has been the sole Editor.

The Encyclopaedia compares and analyses typical solutions to the major problems which arise in private law in the widest sense of this term. It is highly useful for the preparation of national legislation, especially in the countries of the Third World and in Eastern Europe, but may also offer material and inspiration for supranational and international legal instruments. It is also intended to assist in the teaching of comparative law. For many smaller countries and universities, the Encyclopaedia could serve as a substitute for a comprehensive library on foreign law.

The first volume consists of national reports. For each of the world's countries, the constitutional system and the sources of law are set out, a survey of its private, commercial, economic, procedural and private international law is given and a bibliography is appended.

Les 16 autres volumes contiendront des analyses de solutions typiques dans tous les domaines majeurs du droit privé, généralement basées sur une recherche globale des systèmes juridiques et rédigées par des auteurs en provenance du monde entier. Les domaines traités sont: le droit comparé et uniforme ; le droit international privé ; le droit de la famille ; la succession ; la propriété ; les contrats (3 volumes) ; l'enrichissement sans cause ; la responsabilité civile ; les transports ; les sociétés et autres organisations ; le droit du travail ; le droit d'auteur ; la procédure civile ; et des aspects du droit économique.

Les volumes suivants ont été publiés :

Vol. III sur le droit international privé, en 2010 ;
 Vol. IV sur le droit de la famille, en 2007 ;
 Vol. VII sur le droit des contrats en général en deux parties, en 2008 ;
 Vol. X sur l'enrichissement sans cause et la "negotiorum gestio", en 2007 ;
 Vol. XI sur la responsabilité civile en deux parties, 1983/1986 ;
 Vol. XIII sur les sociétés en deux parties, en 2007 ;
 Vol. XIV sur le droit d'auteur, en 2007.
 Vol. XV sur le droit du travail en 2014
 Vol. XV sur le droit de procédure civile en 2014
 Des autres volumes suivront successivement.

The other 16 volumes will contain comparative analyses of typical solutions in the major private law areas, usually based upon a comprehensive survey of legal systems and written by authors from all over the world. The areas covered are: comparative and uniform law; private international law; family law; succession; property; contracts (3 volumes); unjust enrichment; torts; transport; companies and other organisations; copyright; labour law; civil procedure; and aspects of economic law.

The following volumes have been published:

Vol. III on private international law, 2010;
 Vol. IV on family law, 2007:
 Vol. VII on general contract law in two parts, 2008;
 Vol. X on unjust enrichment and 'negotiorum gestio', 2007;
 Vol. XI on Torts in two parts, 1983/1986;
 Vol. XIII on company law in two parts, 2007:
 Vol. XIV on copyright, 2007.
 Vol. XV on Labour law in 2014
 Vol. XV on Civil procedure in 2014
 The other volumes will follow in close succession

MEMBRES DE L' AISJ
 MEMBERSHIP OF IALS

L'A.I.S.J. comprend deux catégories de membres: les *Comités Nationaux* et les *Membres Associés*.

**I. COMITES NATIONAUX DE L' AISJ / NATIONAL COMMITTEES
 OF IALS**

Présidents

Secrétaires généraux

Représentants au Conseil

AFRIQUE DU SUD:

Prof. Thomas W. Bennett Centre
 for Comparative Law in Africa,
 University of Capetown

Dr. Ada Ordor

Prof. Salvatore Mancuso

ALLEMAGNE: Gesellschaft für Rechtsvergleichung
 Geschäftsstelle -, Belfortstraße 16, 79098 Freiburg

Prof. Dr. h.c. mult. Reinhard
 Zimmermann, FBA FRSE
 Max-Planck-Institut für
 ausländisches und internationales
 Privatrecht
 Mittelweg 187
 20148 Hamburg

Prof. Dr. Martin Schmidt-Kessel
 Universität Bayreuth
 Rechts- und
 Wirtschaftswissenschaftliche
 Fakultät
 Lehrstuhl für Zivilrecht IX –
 Verbraucherrecht
 95440 Bayreuth

ARGENTINE: Asociacion Argentina de derecho comparado

Prof. Marcelo Urbano Salerno

Dr. Alberto B. Bianchi

Ms. Valeria Susana Salerno

Présidents***Secrétaires généraux******Représentants au Conseil***

AUSTRALIE: Australian National Committee

Prof. Jeffrey WAINCYMER
Faculty of Law
Deakin University
Burwood Vic 3125

AUTRICHE: Osterreichische Gesellschaft für Rechtsvergleichung

Prof. Dr Hans HOYER
Vice-President Universität Wien
Schottenbastei 10-16
A-1010 Wien, Juridicum

BRESIL: Comite Nacional de Diretto Comparado (Brasil)

Prof. Judith MARTINS-COSTA
Av. Nove de Julio 3147
Sao Paulo

Prof. Mariana PARGENDLER

Prof. Laura BECK VARELA

CHINE: Chine Law Society

Ren JIANXIN

Song SHU TAO China Law
Society N° 63 Ma Si Hutong Xi
Cheng District, 100034 Beijing

COLOMBIE: Escuela superior de estudios juridicos comparados

Comité en cours de réorganisation

DANEMARK: Den Danske Komité for Komparativ Ret

Prof.Dr. Ditlev TAMM
Det etsvidenskabelige Institut A
ved Kobenhavns Universiteit
Studiegården, Studiestraede 6,
1455 Kobenhavn K

Prof.Dr. Joseph LOOKOFKY
Det Retsvidenskabelige
Institut C

Présidents***Secrétaires généraux******Représentants au Conseil*****ESPAGNE:** Comité espagnol de Droit comparéProf. Gabriel GARCIA
CANTEROProf.Dr. Angeles PARRA
LUCANDepartamento de Derecho
Privado
Facultad de Derecho
Pedro Cerbuna 12, 50009
Zaragoza**ETATS-UNIS:** American Society of Comparative LawProf. David Gerber, Chicago-
Kent College of Law.Prof. Leila Nadya SADAT
Washington University in St.
Louis School of Law Campus
Box 1120, St Louis MO 63130

Dean S.C. SYMEONIDES

FINLANDE: Kansainvälisen oikeustieteiden yhdistyksen Suomen osasto r.y.Prof.Dr. Erkki HOLLO
University of Helsinki Private
Law Institute Faculty of Law,
POB 4 FIN-00014 HelsinkiMs Elina PAUNIO University of
Helsinki Private Law Institute
Faculty of Law; POB 4 FIN-
00014 Helsinki**FRANCE:** Association Henri Capitant des Amis de la Culture Juridique Française
12, place du Panthéon
75005 Paris

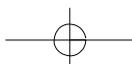
Prof. Denis MAZEAUD

Prof. Philippe DUPICHOT

Prof. Xavier BLANC-JOUVAN

GRECE: Comité national hellénique de l'A.I.S.J.Prof. Spyros VRELLIS Institut
hellénique de droit international
et étranger rue Solonos, 73,GR
106 80 Athènes

Prof. VRELLIS



Présidents***Secrétaires généraux******Représentants au Conseil***

HAÏTI: Centre Haïtiens d'Etudes et Recherches Juridiques de l'A.I.S.J.

Monsieur Aubens Femine

Monsieur Bobby Johny Baptiste

Monsieur Aubens Femine

Clerine 2, Ave. Maix Gaté, rue Jn
Vincent

ISRAEL: The Harry Sacher Institute for Legislative Research and Comparative Law

Prof. Michel KARAYANI
Edward S. Silver Chair in Civil
Procedure Director, The Harry
and Michael Sacher Institute For
Legislative Research and
Comparative Law Faculty of
Law, The Hebrew University
Jerusalem 91905, Israel Tel. 972
2 588 2542
Fax 972 2 582 3042

ITALIE: The Società Italiana per la Ricerca nel Diritto Comparato

Prof. Michele GRAZIADEI
Università di Torino
Lungo Dora Siena 100/A
10153 Torino

Prof. Vittoria BARSOTTI
Università di Firenze
Via delle Pandette, 32
50127 Firenze

Prof. Antonio GAMBARO
Università Statale di Milano
Via Festa del Perdono 7
20122 Milano

LIBAN: Association libanaise des sciences juridiques

Prof. Pierre GANNAGE

Prof. Nabil MAAMARI Faculté
de Droit et des Sciences
Politiques de l'Université Saint
Joseph, rue Huvelin BP 175-5208
- Mar Mikael-114-2020, 293
Beyrouth

Prof. Pierre GANNAGE

Présidents**Secrétaires généraux****Représentants au Conseil**

LUXEMBOURG: Comité national de l'A.I.S.J. pour le Luxembourg

M. Jean-Claude WIWINIUS
Président de chambre à la Cour
d'appel Cité judiciaire L-2080
Luxembourg

MEXIQUE: Comité Mexicano de DerechoComparado

Prof ; Jorge SANCHEZ
CORDERO Mexican Centre of
Uniform Law Arquimedes n° 36,
Polanco CP 11260 Mexico City,
Mexico

Prof. Alfredo SANCHEZ
CASTANEDA

Prof. Carlos GABUARDI

NORVEGE: Comité norvégien de droit comparé

Prof. Guiditta Cordero MOSS
Institute of Public and
International Law P.O. Box 6706
St. Olavs plass N-0130 Oslo

Prof. Guiditta Cordero MOSS

NOUVELLE ZELANDE: NZ Association for Comparative Law

Prof. A.H. ANGELO

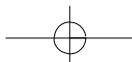
Luke NOTTAGE c/o Law
Faculty+ Box 600 Wellington,
New Zealand

PAYS-BAS: De Nederlandse Vereniging voor Rechtsvergelijking

Prof. Sjef van ERP Maastricht
University Faculty of Law
Postbus 616 6200 MD Maastricht
S.vanERP@prunimaas.nl

Prof. Gerard-René de GROOT
Maastricht University Faculty of
Law Postbus 616 6200 MD
Maastricht
R.deGroot@pr.unimaas.nl

Prof. Sjef van ERP



Présidents***Secrétaires généraux******Représentants au Conseil***

SUEDE: Svenska samfundet för jämförande rättsforskning

Prof. Marie LINTON Dept. of
Law, P.O.Box 512, 751 20
Uppsala

SUISSE: Société suisse de droit international

Prof. Christine Kaddous,
Université de Genève, Uni-Mail
Bd du Pont d'Arve 40 CH – 1211
Genève 4
christine.kaddous@unige.ch

Dr. Stefan Breitenstein, Lenz &
Staehelin, Bleicherweg 58 CH-
8027 Zürich
stefan.breitenstein@lenzstaehelin.
com

Prof. Christine Kaddous

REP.TCHEQUE

Prof. Dr. Monika Pauknerova,
Institute of State and Law,
Academy of Sciences of the
Czech Republic Narodni 18,
110 00 Prague 1, Czech Republic

Prof. Pavel STURMA Faculty of
Law Charles University Pargue
Nam Curieovych 7 116 40 Prague
1 sturma@prf.cuni.cz

TURQUIE: Centre de Recherche de Droit Comparé

Prof. Dr. Adem SÖZÜER, Dean
of the Faculty of Law, Istanbul
University, Beyazıt 34116
Istanbul-Türkiye +902124400105
+905323129373
adam1@superonline.com

Assoc. Prof. Dr. Emrehan INAL,
Faculty of Law, Istanbul
University, Beyazıt 34116
Istanbul-Türkiye +902124400000
/ 11578 +905322120349
emrehan@istanbul.edu.tr

Dr. Ergun ÖZSUNAY

UKRAINE:

Dr. Oleksey Kresin Ukrainian
National committee of
Comparative Law 4 Triohsviatka,
Kiev 01601

II. MEMBRES ASSOCIES DE L'A.I.S.J

INSTITUT INTERNATIONAL POUR L'UNIFICATION DU DROIT PRIVE

Représenté par: Mr. José Angelo ESTRELLO FARIA
Secrétaire général
Prof. Anna VENEZIANO
Secrétaire général adjoint
Via Panisperna 28, 00184 Rome, Italie

INSTITUT IDE DROIT EUROPEEN

Représenté par: Prof.Dr. Michael MARTINEK
Universität/Institut für Europ. Recht
Postfach 15 11 50
66041 Sarrebrück 15, Allemagne

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DROIT PENAL

Représenté par: Prof. Reynald OTTENHOF
Vice Président
9, rue du Hameau de l'Hippodrome
64000 Pau, France

SOCIETE INTERNATIONALE DE DROIT DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE

Représenté par: J.M. SERVAIS
Rue du Pont-Neuf, 6, CH-1227,
Carouge, Switzerland

THE INTERNATIONAL ASSOCIATION OF LAW LIBRARIES

Représenté par: Lewis C.COFFIN
Law Librarian
Library of Congress, Washington, DC, Etats
Unis

INTERDOC

Représenté par: Jacques de SURAY
Avenue de Jette 113
B-1090 Bruxelles, Belgique



IUAES COMMISSION ON CONTEMPORARY FOLK LAW

Représenté par: Prof. Dr. J. STRIJBOSCH
Institute of folk Law
Catholic University
Thomas van Aquinostraat 8
Postbus 9049
6500 KK Nijmegen, The Netherlands

EUROPEAN CONSORTIUM FOR CHURCH AND STATE RESEARCH

Représenté par: Prof. F. MARGIOTTA BROGLIO
Università degli Studi di Firenze
Sezione Relazioni tra Stato e Confessioni
Religiose
Via Laura 48
50121 Firenze, Italie

CENTRE DE DROIT DE LA FAMILLE

Représenté par: Prof. Marie-Thérèse MEULDERS-KLEIN
Département de Droit Privé
Faculté de Droit
Université Catholique de Louvain
Place Montesquieu
1348 Louvain-la-Neuve
Belgique

ASSOCIATION FRANCAISE D'ANTHROPOLOGIE DU DROIT

Représenté par: Prof. Norbert ROULAND
Université d'Aix Marseille III
3 avenue R. Schuman
13628 Aix-en Provence Cedex 1, France

AVOCATS/LAW FIRMS

Prof. Victor UCKMAR
Attorney at Law
Via Basigalupo, 4/15
16122 Genova, Italie

Avv. Franzo GRANDE STEVENS
Attorney at Law
Via Del Carmine 2, PO Box 455
10122 Torino, Italie

ADRENDT & MEDERNACH
Avocats à la Cour
14, rue Erasme
L-1468 Luxembourg

MOROĞLU ARSEVEN
Odakule Kat:12 Istiklal Caddesi No:142
Beyođlu 34430 İstanbul Turkey
T: 90 212 252 77 93
F: 90 212 252 78 27
www.morogluarseven.av.tr

Traitement informatique, impression, façonnage par
l'Imprimerie France Quercy
46090 Mercuès

D'après montages et gravure numériques
(Computer To Plate)

Imprimé en France

N° d'impression : 10343
Dépôt légal : Mars 2011.

